

Histoire de la révolution russe, extraits sur la Constituante,

Par Léon Trotsky

25 Les " Journées de Juillet " : la préparation et le début

C'est à peu près à la même époque, au milieu de juin, que le gouvernement fixa pour le 27 septembre les élections à l'**assemblée constituante**. La presse libérale, malgré la participation des cadets au gouvernement, menait une campagne acharnée contre la date officiellement fixée, échéance à laquelle personne ne croyait et que personne ne défendait sérieusement. L'image même d'une **assemblée constituante**, si brillante dans les premiers jours de mars, se ternissait et se voilait. Tout se retournait contre le gouvernement, même ses rares et anémiques bonnes intentions. C'est seulement le 30 juin qu'il trouva le courage de supprimer les tuteurs nobles du village, les zemskie natchalniki (surveillants-chefs des terres) dont le nom même était odieux au pays depuis le jour où les avait institués Alexandre III. Et cette réforme partielle, forcée et tardive, jetait sur le gouvernement provisoire l'empreinte d'une humiliante lâcheté.

29 La contre-révolution relève la tête

Les conciliateurs étaient déchirés entre la nécessité de rétablir une demi-amitié avec la bourgeoisie et le besoin de modérer l'hostilité des masses. Le louvoisement devient pour eux une forme d'existence, les zigzags se transforment en oscillations fiévreuses, mais la ligne essentielle tourne brusquement vers la droite. Le 7 juillet, le gouvernement décide toute une série de mesures de répression. Mais, à la même séance, comme en catimini, profitant de l'absence des " anciens ", c'est-à-dire des cadets, les ministres socialistes proposèrent au gouvernement d'entreprendre la réalisation du programme établi en juin par le congrès des soviets. Cela amena immédiatement une nouvelle dislocation du gouvernement. Le prince Lvov, grand propriétaire de biens-fonds, ancien président de l'union des zemstvos, accusa le gouvernement de " saper " par sa politique agraire " la conscience juridique du peuple ". Les propriétaires nobles s'inquiétaient non d'avoir peut-être à perdre leurs patrimoines, mais de voir les conciliateurs " s'efforcer de placer l'assemblée **constituante** devant le fait accompli ". Tous les piliers de la réaction monarchiste devinrent dès lors des partisans enflammés de la pure démocratie ! Le gouvernement décida de confier le poste de ministre-président à Kerensky, en maintenant par-devers lui les portefeuilles de la Guerre et de la Marine. Tseretelli, nouveau ministre de l'Intérieur, dut répondre devant le comité exécutif au sujet des arrestations de bolcheviks. L'interpellation venait de Martov, et Tseretelli répliqua, sans cérémonie, à son ancien camarade de parti, qu'il préférait avoir affaire à Lenine plutôt qu'à Martov : avec le premier il savait comment se conduire, tandis que l'autre lui liait les mains... " Je prends sur moi la responsabilité de ces arrestations ! " - tel fut le défi du ministre devant un auditoire qui dressait l'oreille. Tout en portant des coups à gauche, les conciliateurs allèguent le danger de droite. " La Russie se trouve devant une dictature militaire - déclare Dan dans son rapport à la séance du 9 juillet. Nous avons l'obligation d'arracher la baïonnette des mains de la dictature militaire, Et nous ne pouvons le faire qu'en reconnaissant le gouvernement provisoire comme Comité de salut public. Nous devons donner au gouvernement des pouvoirs illimités pour qu'il puisse extirper l'anarchie de gauche et la contre-révolution de droite... " Comme si le gouvernement lui-même, qui luttait contre les ouvriers, les soldats, les paysans, avait pu avoir dans les mains une autre baïonnette que celle de la contre-révolution ! Par deux cent cinquante-deux voix, devant quarante-

sept abstentions, l'Assemblée unifiée prit cette résolution, " 1° Le pays et la révolution sont en danger. 2° Le gouvernement provisoire est déclaré gouvernement de salut de la révolution. 3° On lui reconnaît des pouvoirs illimités. " Cette décision résonnait comme un tonneau vide. Les bolcheviks qui assistaient à la séance s'abstinrent de voter, ce qui témoigne d'une indubitable perplexité dans les sommets du parti en ces jours-là.

...

Le comité provisoire de la Douma d'Etat se réveilla inopinément et adopta une violente résolution contre le gouvernement de salut. Ce fut le dernier coup. Tous les ministres remirent leurs portefeuilles à Kerensky, faisant ainsi de lui le centre de la souveraineté nationale. Dans les destinées ultérieures de la révolution de février, de même que dans le sort personnel de Kerensky, ce moment prit une importance considérable : dans le chaos des groupements, des démissions, des nominations, se dessina quelque chose dans le genre d'un point immuable autour duquel tournaient tous les autres. La démission des ministres ne servit que d'introduction à des pourparlers avec les cadets et les industriels. Les cadets posèrent leurs conditions : responsabilité des membres du gouvernement " exclusivement devant leur conscience "; accord absolu avec les Alliés; rétablissement de la discipline dans l'armée; aucune réforme sociale avant **l'assemblée constituante**. Un article qui n'était point écrit, c'était l'exigence de différer les élections pour **l'assemblée constituante**. Cela s'appelait " un programme indépendant des partis et national ".

...

Industriels, commissaires provinciaux, le congrès des cosaques de Novotcherkask, la presse patriote, généraux, libéraux - tous estimaient qu'il était absolument impossible de procéder aux élections pour **l'assemblée constituante** en septembre; mieux eût valu les différer jusqu'à la fin de la guerre. A cela, le gouvernement ne pouvait cependant se résoudre. Mais un compromis fut trouvé : la convocation **de l'assemblée constituante** fut remise au 28 novembre. Ce n'est pas sans maussaderie que les cadets acceptèrent le délai : ils comptaient fermement que, dans les trois mois qui restaient, devaient se produire des événements décisifs qui transposeraient la question même de **l'assemblée constituante** sur un autre plan. Ces espérances se rattachaient de plus en plus ouvertement au nom de Kornilov.

30 Les éléments de bonapartisme dans la révolution russe.

L'offensive, qui avait relevé la réputation de Kerensky dans les rangs de la bourgeoisie, mina définitivement sa renommée dans le peuple. Le krach de l'offensive fut en somme le krach de Kerensky dans les deux camps. Mais, chose frappante : ce qui le rendait " irremplaçable " désormais, c'était précisément qu'il fût compromis des deux côtés. Sur le rôle de Kerensky dans la création de la deuxième coalition, Milioukov s'exprime ainsi : " Le seul homme qui fût possible ", mais, hélas ! " non celui dont on avait besoin... " Les dirigeants de la politique libérale n'avaient d'ailleurs jamais pris Kerensky trop au sérieux. Et les larges cercles de la bourgeoisie faisaient de plus en plus retomber sur lui la responsabilité de tous les coups du sort. " L'impatience des groupes animés d'esprit patriotique " les incitait, d'après le témoignage de Milioukov, à rechercher un homme fort. Pendant un temps, l'amiral Koltchak fut désigné pour ce rôle. L'installation d'un homme fort au gouvernail " se concevait selon d'autres procédés que ceux de pourparlers et d'accords ". On peut le croire sans peine. " Sur un régime démocratique, sur la volonté populaire, sur l'Assemblée **constituante** - écrit Stankevitch au

sujet du parti cadet - les espoirs étaient déjà abandonnés; les élections municipales dans toute la Russie n'avaient-elles pas déjà donné une écrasante majorité de socialistes ?... Et alors l'on se met à rechercher dans les trances un pouvoir qui serait capable non point de persuader, mais seulement d'ordonner. " Plus exactement parlant : un pouvoir qui serait capable de prendre la révolution à la gorge.

...

Presque dès les premiers jours de la révolution, les partisans de l'ordre opposaient, en toute occasion convenable, le " pays " calme au turbulent Petrograd. La convocation de **l'assemblée constituante** à Moscou était un des mots d'ordre de la bourgeoisie. Le " marxiste " Potressov, nationalo-libéral, proférait des malédictions sur Petrograd, qui s'imaginait être " un nouveau Paris ". Comme si les Girondins n'avaient pas menacé de leurs foudres le vieux Paris et ne lui avaient pas proposé de réduire son rôle à 1/83 ! Un menchevik de province disait, en juin, au congrès des soviets : " N'importe quel Novotcherkask reflète beaucoup plus justement les conditions d'existence dans toute la Russie que Petrograd. " Au fond, les conciliateurs, de même que la bourgeoisie, cherchaient un appui non dans les réelles dispositions d'esprit du " pays ", mais dans l'illusion consolante qu'ils se créaient eux-mêmes. Maintenant qu'ils allaient avoir à tâter le pouls de l'opinion politique de Moscou, les organisateurs de la conférence étaient promis à une cruelle désillusion.

31 La conférence d'Etat à Moscou

La conférence d'Etat de Moscou s'acheva par un échec qui était sûr d'avance. Elle ne créa rien, ne résolut rien. En revanche, elle laissa à l'histoire un cliché inestimable, quoique négatif, de la révolution, où la lumière apparaît comme une ombre, où la faiblesse parade comme une force, la cupidité comme du désintéressement, la félonie comme la plus haute vertu. Le plus puissant parti de la révolution, qui déjà dans dix semaines devait arriver au pouvoir, se trouva relégué au seuil de la conférence comme une quantité négligeable. En revanche, on prenait au sérieux " le parti du socialisme d'évolution " que personne ne connaissait. Kerensky se présentait comme l'incarnation de la force et de la volonté. Sur la coalition, qui s'était totalement vidée de contenu dans le passé, l'on parlait comme d'un moyen de salut pour l'avenir. Kornilov, que des millions de soldats haïssaient, était salué comme le chef bien-aimé de l'armée et du peuple. Les monarchistes et les Cent-Noirs signaient des déclarations d'amour pour l'assemblée **constituante**. Tous ceux qui devaient bientôt disparaître de l'arène politique semblaient avoir convenu de jouer pour la dernière fois leurs meilleurs rôles sur l'estrade. Ils s'évertuaient de toutes leurs forces à dire : voici ce que nous voudrions être, voici ce que nous pourrions être si l'on ne nous gênait pas.

...

Napoléon avait autrefois prédit que l'Europe deviendrait cosaque ou républicaine. Kaledine consentait à voir la Russie républicaine, à condition qu'elle ne cessât point d'être cosaque. Ayant lu ces mots : " Les défaitistes ne doivent point avoir place dans le gouvernement ", l'ingrat général se tourna insolemment vers l'infortuné Tchernov. Un compte rendu d'un journal libéral note ceci : " Tous les regards se tournent vers Tchernov, qui baisse bien bas la tête sur la table. " N'étant pas lié par une situation officielle, Kaledine développa jusqu'au bout le programme de la réaction : supprimer les comités, rétablir l'autorité des chefs, ramener au même niveau l'arrière et le front, réviser les droits des soldats, autrement dit les réduire à néant. Les applaudissements de droite se mêlent aux

protestations et même aux sifflets de gauche. **L'assemblée constituante**, " dans l'intérêt d'un travail calme et méthodique ", doit être convoquée à Moscou !

Ce discours élaboré avant la Conférence fut lu par Kaledine au lendemain de la grève générale, et la phrase sur " un travail calme " à Moscou avait un accent de dérision. La harangue du cosaque républicain porta finalement la température de la salle jusqu'à l'ébullition et amena Kerensky à faire montre d'autorité : " Il ne convient à qui que ce soit, dans la présente assemblée, d'intimer des ordres au gouvernement. " Mais, dans ce cas, pourquoi avait-on convoqué la conférence? Pourichkevitch, réactionnaire en vogue, criait de sa place : " Nous jouons le rôle de figurants du gouvernement ! " Deux mois auparavant, ce fauteur de pogromes n'osait pas encore s'exhiber.

...

La déclaration officielle de la démocratie, document interminable où l'on tentait de donner des réponses à toutes les questions sans en résoudre une seule, fut lue par le président du comité exécutif central, Tchkeidze, accueilli par les chaleureuses félicitations des gauches. Des acclamations comme " Vive le chef de la révolution russe ! " durent troubler ce modeste caucasien qui se sentait moins que tout un chef. Sur un ton de plaidoyer, la démocratie déclarait qu'elle " ne tendait pas au pouvoir, ne désirait pas un monopole à elle ". Elle est prête à soutenir tout pouvoir capable de sauvegarder les intérêts du pays et de la révolution. Mais on ne peut abolir les soviets : seuls ils ont sauvé le pays de l'anarchie. On ne peut supprimer les comités d'armée : seuls ils sont capables d'assurer la continuation de la guerre. Les classes privilégiées doivent faire quelques concessions dans l'intérêt de l'ensemble. Cependant, les intérêts des propriétaires de terres doivent être protégés contre les expropriations. La solution des questions nationales doit être différée jusqu'à **l'assemblée constituante**. Il faut pourtant procéder aux réformes les plus urgentes. Au sujet d'une active politique de paix, la déclaration ne disait mot. En somme, ce document était comme spécialement étudié pour ne pas donner satisfaction à la bourgeoisie tout en provoquant l'indignation des masses.

...

C'est avec une particulière prudence que Tseretelli aborda le problème du pouvoir. Dans les derniers mois avaient eu lieu des élections aux doumas municipales et, partiellement, aux zemstvos, sur la base du droit de suffrage universel. Et qu'en résultait-il ? Les délégations des municipalités démocratiques se trouvèrent, à la conférence d'Etat, dans le groupe de gauche, avec les soviets, sous la direction des mêmes partis, socialistes-révolutionnaires et mencheviks. Si les cadets ont l'intention d'insister sur leur revendication : en finir avec toute dépendance du gouvernement, vis-à-vis de la démocratie, à quoi bon alors une **assemblée constituante** ? Tseretelli indiqua seulement les contours de cette argumentation; car, poussé jusqu'au bout, elle eût condamné la politique de la coalition avec les cadets comme contraire même à la démocratie formelle. On accuse la révolution d'abuser de discours sur la paix ? Mais les classes possédantes ne comprennent-elles pas que le mot d'ordre de la paix est actuellement le seul moyen de continuer la guerre? La bourgeoisie le comprenait : elle voulût seulement, avec le pouvoir, prendre aussi ce moyen en ses propres mains. Tseretelli termina par un hymne en l'honneur de la coalition. Dans l'assemblée scindée qui n'apercevait pas d'issue, les lieux communs des conciliateurs tintèrent pour la dernière fois avec une nuance d'espoir. Mais Tseretelli aussi n'était déjà plus en somme que le spectre de lui-même.

...

Les conciliateurs faisaient tous leurs efforts pour maintenir l'équilibre. Mais ils n'étaient plus en force : les masses pressaient trop irrésistiblement sur l'autre bras, le plus long. Combien prudemment les gros agrariens, les banquiers, les industriels défendaient leurs intérêts! Et puis les défendaient-ils en général? Presque pas. Ils défendaient les droits de l'idéalisme, les intérêts de la culture, les prérogatives de la future **assemblée constituante**. Un maître de l'industrie lourde, Von Ditmar, termina même par un hymne en l'honneur de " liberté, égalité, fraternité ". Où s'étaient fourrés les barytons métalliques du profit, les basses rauques de la rente foncière? De la scène se déversaient seulement les plus doux ténors du désintéressement. Mais une minute d'attention : combien de bile et de vinaigre sur la mélasse! De quelle façon inattendue, les roulades lyriques se brisent en un fausset coléreux. Le représentant de la chambre de l'agriculture pansuse, Kapatsinsky, qui tient de toute son âme pour la prochaine réforme agraire, n'oublie pas de remercier " notre pur Tseretelli " pour sa circulaire défendant le droit contre l'anarchie. " Mais les comités agraires? Car enfin ils remettent directement le pouvoir au moujik! Lui, " être obscur, presque illettré, fou de bonheur à l'idée qu'enfin... on lui donne la terre, cet homme est chargé d'instituer le droit dans le pays ". Si, dans la lutte contre l'obscur moujik, les propriétaires de domaines défendent la propriété, ce n'est pas pour eux, non, mais seulement pour la sacrifier ensuite sur l'autel de la liberté.

...

En revanche, quelles radieuses perspectives ouvre la guerre! " Tous commencent à comprendre qu'il faut édifier une vie nouvelle sur de nouveaux principes socialistes... Lloyd George prononce des discours pénétrés d'esprit socialiste... En Angleterre, en France et en Italie, se forme une nouvelle intelligence de la vie, pénétrée de socialisme, malheureusement étatiste. " Si Lloyd George et Poincaré n'avaient pas encore renoncé, " malheureusement ", au principe étatiste, Kropotkine s'en approchait assez ouvertement. " Je pense, dit-il, que nous n'empiéterons en rien sur les droits de **l'assemblée constituante** - reconnaissant parfaitement qu'elle doit avoir une décision souveraine en pareille question- si nous, Assemblée de la terre russe, exprimons hautement notre désir que la Russie soit proclamée république. " Kropotkine insiste sur une république fédérative : " Nous avons besoin d'une fédération telle que nous en voyons une aux Etats-Unis. " Voilà à quoi aboutissait la " fédération des communes libres " de Bakounine ! " Promettons-nous donc enfin entre nous - termine Kropotkine, adjurant l'assemblée - que nous ne nous diviserons plus en parties droite et gauche de ce théâtre... Car enfin nous avons tous une seule et même patrie, et, pour elle, nous devons tenir ou tomber au besoin, nous tous, ceux de droite et ceux de gauche. " Propriétaires de terres, industriels, généraux, chevaliers de Saint-Georges - qui tous se refusaient à reconnaître Zimmerwald - firent à l'apôtre de l'anarchie une ovation méritée.

33 Le soulèvement de Kornilov

Contraints de chercher l'appui des masses contre le général, les conciliateurs se hâtaient de mettre l'épaule gauche en avant. Du coup se trouvèrent oubliés les discours affirmant que toutes les questions de principe devaient être réservées jusqu'à **l'Assemblée constituante**. Les mencheviks déclarèrent qu'ils exigeraient du gouvernement la proclamation immédiate de la république démocratique, la dissolution de la Douma d'État et l'application des réformes agraires : c'est par cette raison que le nom de " république" apparut pour la première fois dans la déclaration du gouvernement concernant la trahison du généralissime.

Sur la question du pouvoir, les Comités exécutifs reconnurent indispensable de laisser pour l'instant le gouvernement tel qu'il était, en remplaçant les cadets sortis par des éléments démocratiques ; et, pour la solution définitive de la question, de convoquer très prochainement un Congrès de toutes les

organisations qui s'étaient unies à Moscou sur la plate-forme de Tchkhéidzé. Après les pourparlers nocturnes il se trouva, cependant, que Kérénsky repoussait résolument un contrôle démocratique sur le gouvernement. Sentant le sol se dérober sous lui de droite et de gauche, il s'accrocha de toutes ses forces à l'idée d'un " directoire ", dans laquelle se sont déposés pour lui les rêves non encore refroidis d'un pouvoir fort. Après de nouveaux débats, lassants et stériles, à l'Institut Smolny, il est décidé de s'adresser encore une fois à l'unique et irremplaçable Kérénsky, en le priant de consentir au projet initial des Comités exécutifs. A sept heures et demie du matin, Tsérételli revient annoncer que Kérénsky refuse de faire des concessions, exige " un soutien sans réserves ", mais consent à combattre avec " toutes les forces de l'État " la contre-révolution. Exténués par une nuit blanche, les Comités exécutifs se rendent enfin à l'idée inconsistante d'un " directoire ".

35 Les masses exposées aux coups

Le 8 août, le Cercle militaire du Don fit bloc avec les cadets pour les élections à **l'Assemblée constituante**. Le bruit s'en répandit immédiatement dans l'armée. " Parmi les Cosaques — écrit l'un des leurs, l'officier Ianov — le bloc fut vivement désavoué. Le parti cadet n'avait pas de racines dans l'armée. " En effet, l'armée détestait les cadets, les identifiant à tous ceux qui étouffent les masses populaires. " Les vieux vous ont vendus aux cadets! " disaient les soldats taquins. " On le leur montrera! " répliquaient les Cosaques. Sur le front Sud-Ouest, les contingents de Cosaques dans une résolution spéciale, déclarèrent les cadets " ennemis jurés et oppresseurs du peuple laborieux " et exigèrent que fussent exclus du Cercle militaire tous ceux qui avaient osé conclure un accord avec les cadets. Kornilov, Cosaque lui-même, comptait fermement sur l'aide de la cosaquerie, surtout de celle du Don, et avait complété avec des effectifs cosaques le détachement destiné à opérer le coup d'État. Mais les Cosaques ne bougèrent point pour soutenir " le fils d'un paysan ". Dans leurs bourgs, ils étaient prêts à défendre avec acharnement, sur place, leurs terres, mais n'avaient aucune propension à s'engager dans une rixe entre des tiers. Le 3e corps de cavalerie ne justifia point non plus les espérances. Si les Cosaques regardaient d'un mauvais œil la fraternisation avec les Allemands, sur le front de Pétrograd ils allèrent volontiers au devant des désirs des soldats et des matelots : par cette fraternisation, le plan de Kornilov échoua sans effusion de sang. Ainsi, sous les espèces de la cosaquerie, s'affaiblissait et s'écroulait le dernier support de la vieille Russie. Le déclin de l'importance du Comité exécutif central trouva sa vive expression extérieure : le gouvernement invita les conciliateurs à évacuer le palais de Tauride, qui exigeait des réparations, paraît-il, pour **l'Assemblée constituante**. On réserva aux soviets, dans la seconde quinzaine de juillet, l'édifice de l'Institut Smolny, où jusque-là avaient reçu leur éducation des jeunes filles de la haute noblesse. La presse bourgeoise écrivait dès lors, au sujet du transfert aux soviets de la maison des " petites oies blanches ", presque du même ton qu'auparavant elle avait parlé de la saisie du palais de Kczesinska par les bolcheviks. Diverses organisations révolutionnaires, et dans ce nombre les syndicats, qui s'étaient installés par réquisition dans des édifices subirent en même temps une attaque au sujet de l'occupation des immeubles. Il ne s'agissait pas d'autre chose que d'expulser la révolution ouvrière des logements trop vastes dont elle s'était emparée aux dépens de la société bourgeoise. La presse des cadets ne connaissait point de limites à son indignation, à vrai dire tardive, devant les intrusions d'un peuple de vandales dans les droits de la propriété particulière et étatique.

36 Marée montante

Le déclin de l'importance du Comité exécutif central trouva sa vive expression extérieure : le gouvernement invita les conciliateurs à évacuer le palais de Tauride, qui exigeait des réparations, paraît-il, **pour l'Assemblée constituante**. On réserva aux soviets, dans la seconde quinzaine de juillet, l'édifice de l'Institut Smolny, où jusque-là avaient reçu leur éducation des jeunes filles de la haute noblesse. La presse bourgeoise écrivait dès lors, au sujet du transfert aux soviets de la maison des " petites oies blanches ", presque du même ton qu'auparavant elle avait parlé de la saisie du palais de Kczesinska par les bolcheviks. Diverses organisations révolutionnaires, et dans ce nombre les syndicats, qui s'étaient installés par réquisition dans des édifices subirent en même temps une attaque au sujet de l'occupation des immeubles. Il ne s'agissait pas d'autre chose que d'expulser la révolution ouvrière des logements trop vastes dont elle s'était emparée aux dépens de la société bourgeoise. La presse des cadets ne connaissait point de limites à son indignation, à vrai dire tardive, devant les intrusions d'un peuple de vandales dans les droits de la propriété particulière et étatique.

38 La dernière coalition

Mais, en se soulageant l'âme avec des gros mots, les conciliateurs décidèrent qu'ils ne pourraient se passer de Kérénsky. S'ils empêchèrent Kérénsky d'amnistier Kornilov, ils s'empressèrent eux-mêmes d'amnistier Kérénsky. En guise de compensation ce dernier accepta de faire une concession au sujet du mode de gouvernement de la Russie. La veille encore, l'on estimait que cette question ne pouvait être décidée que par **l'Assemblée constituante**. Maintenant, les obstacles juridiques étaient d'un seul coup écartés. La destitution de Kornilov dans la déclaration du gouvernement s'expliquait par la nécessité " de sauver la patrie, la liberté et le régime républicain ". Cette aumône purement verbale et d'ailleurs tardive à la gauche ne consolidait nullement, bien entendu, l'autorité du gouvernement, d'autant plus que Kornilov lui aussi se déclarait républicain. Le 30 août, Kérénsky dut congédier Savinkov qui, quelques jours après, fut exclu même du parti socialiste-révolutionnaire si accueillant à tous. Mais l'on nomma aussitôt au poste de général-gouverneur quelqu'un qui valait politiquement autant que Savinkov, Paltchinsky, lequel commença par interdire le journal des bolchéviks. Les Comités exécutifs protestèrent. Les Izvestia dénommèrent cet acte " une grossière provocation ". Paltchinsky dut être balayé dans les trois jours. Combien peu Kérénsky se disposait en général à changer le cours de sa politique, on le voit par ce fait que, dès le 31, il formait un nouveau gouvernement avec la participation des cadets. Même les socialistes-révolutionnaires ne purent accepter cela : ils menacèrent de rappeler leurs représentants. La nouvelle recette gouvernementale fut trouvée par Tsérételli : " Conserver l'idée de la coalition et se débarrasser de tous les éléments qui pèsent d'un poids trop lourd sur le gouvernement. " " L'idée de la coalition se fortifie - chantait en accompagnement Skobélev - mais, dans la composition du gouvernement, il ne peut y avoir de place pour le parti qui est lié avec la conspiration de Kornilov. " Kérénsky n'était pas d'accord avec cette limitation et, dans son genre, il avait raison.

...

La convocation de la Conférence démocratique avait été décidée pendant les journées du soulèvement kornilovien. Elle devait, encore une fois, montrer la force de la démocratie, inspirer du respect pour elle aux adversaires de droite et de gauche, et - ce n'était pas le moindre des problèmes - refréner Kérénsky, en proie à une nouvelle ardeur. Les conciliateurs comptaient sérieusement soumettre le gouvernement à une quelconque représentation improvisée jusqu'à la convocation de **l'Assemblée**

constituante. La bourgeoisie, d'avance, fut hostile à la Conférence, voyant en elle une tentative pour consolider les positions que la démocratie avait reconquises après la victoire sur Kornilov. " La manigance de Tsérételli - écrit Milioukov dans son Histoire - était en somme une complète capitulation devant les plans de Lénine et de Trotsky. " Tout au contraire : la manigance de Tsérételli visait à paralyser la lutte des bolcheviks pour le pouvoir des soviets. La Conférence démocratique s'opposait au congrès des soviets. Les conciliateurs voulaient créer pour eux une nouvelle base, essayant d'écraser les soviets par une combinaison artificielle de toutes sortes d'organisations. Les démocrates répartissaient les voix selon leur gré, se guidant sur une seule préoccupation : s'assurer une majorité incontestable. Les organisations du sommet se trouvèrent représentées d'une façon incomparablement plus complète que celles de la base. Les organes d'administration autonome, dans ce nombre les zemstvos non démocratisés, obtinrent une prépondérance formidable sur les soviets. Les coopérateurs se trouvèrent dans le rôle de dispensateurs des destins.

...

Avant de se séparer, la Conférence constitua un organe permanent, en y déléguant 15 % de l'effectif de chaque groupe, au total environ 350 délégués. Les institutions des classes possédantes devaient obtenir en outre 120 sièges. Le gouvernement ajouta de son côté 20 sièges pour les Cosaques. Le tout devait constituer le Soviet de la République, ou préparlement, qui devait représenter la nation jusqu'à la convocation de **l'Assemblée constituante.**

L'attitude à prendre à l'égard du Soviet de la République posa immédiatement pour les bolcheviks un grave problème de tactique : irait-on ou n'irait-on pas ? Le boycottage des institutions parlementaires du côté des anarchistes et des demi-anarchistes est dicté par le désir de ne pas soumettre leur impuissance à la vérification des masses et de conserver ainsi leur droit à une attitude passivement altière qui ne donne pas froid aux ennemis ni chaud aux amis. Un parti révolutionnaire n'a le droit de tourner le dos au parlement que s'il se donne pour but immédiat de renverser le régime existant ; pendant les années qui se sont écoulées entre les deux révolutions, Lénine a étudié d'une façon très pénétrante les problèmes du parlementarisme révolutionnaire.

Même un parlement censitaire peut s'avérer, et s'est avéré plus d'une fois dans l'histoire, comme l'expression d'un rapport effectif des classes : telles furent, par exemple, les Doumas d'Empire après la défaite de la Révolution de 1905-1907. Boycoter de tels parlements, c'est boycotter le rapport effectif des forces au lieu de le modifier dans le sens de la révolution. Mais le préparlement de Tsérételli-Kérensky ne répondait en aucune mesure au rapport des forces. Il était engendré par l'impuissance et la ruse des sommets, par la croyance en une mystique des institutions, par le fétichisme de la forme, par l'espoir de soumettre à ce fétichisme un ennemi infiniment plus fort et de le discipliner ainsi.

...

Avant même que la Conférence démocratique n'eût adopté la résolution de Tsérételli, contraire à ses desseins, les correspondants des journaux anglais et américains communiquaient par télégraphe que la coalition avec les cadets était garantie et donnaient avec assurance les noms des nouveaux ministres. De son côté, le Conseil moscovite des personnalités en vue, sous la présidence du toujours lui-même Rodzianko, félicitait un de ses membres, Trétiakov, d'avoir été invité à participer au gouvernement. Le 9 août, ces messieurs avaient envoyé un télégramme à Kornilov : " A l'heure

dangereuse d'une pénible épreuve, toute la Russie pensante tourne ses regards vers vous avec espoir et avec foi. " Kérénsky accepta avec condescendance l'existence d'un préparlement, sous condition que " l'on reconnaît que l'organisation du pouvoir et le recrutement des membres du gouvernement appartiendraient uniquement au gouvernement provisoire ", Cette condition humiliante fut dictée par les cadets. La bourgeoisie ne pouvait, bien entendu, ne point comprendre que la composition de l'Assemblée constituante

serait pour elle beaucoup moins favorable que celle du préparlement : " Les élections à l'Assemblée constituante doivent - d'après Milioukov - donner un résultat tout à fait accidentel et, peut-être, désastreux. " Si, néanmoins, le parti cadet, qui avait récemment encore essayé de subordonner le gouvernement à la Douma tsariste, refusait catégoriquement de reconnaître au préparlement des droits législatifs, c'était seulement et exclusivement parce qu'il ne perdait pas l'espoir d'annihiler l'Assemblée constituante.

" Ou bien Kornilov, ou bien Lénine " - c'est ainsi que Milioukov posait l'alternative. Lénine, de son côté, écrivait : " Ou bien le pouvoir des soviets, ou bien le kornilovisme. Il n'y a pas de milieu. " C'est à ce point que Milioukov et Lénine coïncidaient dans leur jugement sur la situation, et non point par hasard : en contrepoids aux héros de la phrase conciliatrice c'étaient deux représentants sérieux des classes fondamentales de la société. Déjà la Conférence d'État de Moscou avait clairement montré, d'après les termes mêmes de Milioukov, que " le pays se partageait en deux camps entre lesquels il ne pouvait y avoir de conciliation ni d'accord sur le fond ". Mais là où, entre deux camps de la société, il ne peut y avoir d'accord, l'affaire se résout par la guerre civile.

Ni les cadets, ni les bolcheviks ne retiraient, cependant, le mot d'ordre de l'Assemblée constituante. Pour les cadets elle était nécessaire comme la plus haute instance en appel contre les réformes sociales immédiates, contre les soviets, contre la révolution. L'ombre que la démocratie projetait devant elle, sous l'apparence de l'Assemblée constituante - la bourgeoisie s'en servait pour s'opposer à la vivante démocratie. La bourgeoisie n'aurait pu ouvertement rejeter l'Assemblée constituante qu'après avoir écrasé les bolcheviks. Elle en était encore loin. A l'étape indiquée, les cadets s'efforçaient de garantir l'indépendance du gouvernement contre les organisations liées avec les masses afin de se le soumettre d'autant plus sûrement et intégralement ensuite.

Mais les bolcheviks aussi, qui ne voyaient point d'issue dans les voies de la démocratie formelle, ne renonçaient pas encore à l'idée d'une Assemblée constituante. Et ils ne pouvaient faire autrement sans briser avec le réalisme révolutionnaire. La marche ultérieure des événements créerait-elle des conditions pour la victoire complète du prolétariat ? Cela ne pouvait être prévu avec une absolue certitude. Mais, en dehors de la dictature des soviets et jusqu'à cette dictature, l'Assemblée constituante devait se montrer comme la plus haute conquête de la révolution. Exactement comme les bolcheviks défendaient les soviets de conciliateurs et les municipalités démocratiques contre Kornilov, ils étaient prêts à défendre l'Assemblée constituante contre les attentats de la bourgeoisie.

La crise de trente jours se termina enfin par la création d'un nouveau gouvernement. Le principal rôle après Kérénsky revenait à un des plus riches industriels de Moscou Konovalov, qui, au début de la révolution, finançait le journal de Gorki, avait été ensuite membre du premier gouvernement de coalition, avait démissionné en protestant après le premier Congrès des soviets, était entré dans le parti cadet quand celui-ci était mûr pour l'affaire kornilovienne, et rentrait maintenant dans le gouvernement, en qualité de vice-président et de ministre du Commerce et de l'Industrie. Outre Konovalov, les postes ministériels furent occupés par : Trétiakov, président du Comité de la Bourse de Moscou, et Smirnov, président du Comité des Industries de guerre de Moscou. Le sucrier de Kiev, Téréchtchenko, restait ministre des Affaires étrangères. Les autres ministres, dans ce nombre les

socialistes, ne se distinguaient point par des signes particuliers, mais étaient tout disposés à ne point rompre l'harmonie. L'Entente pouvait être d'autant plus satisfaite du gouvernement, qu'à Londres on laissait comme ambassadeur le vieux diplomate Nabokov, qu'on envoyait à Paris le cadet Maklakov, allié de Kornilov et de Savinkov, à Berne le " progressiste " Efrémov : la lutte pour la paix démocratique était remise entre des mains sûres.

...

La civilisation a fait du paysan un âne qui porte le bât. La bourgeoisie, en fin de compte, a seulement modifié la forme du bât. A peine supportée au seuil de la vie nationale, la paysannerie reste en somme arrêtée devant le seuil de la science. L'historien s'intéresse d'ordinaire à elle aussi peu qu'un critique théâtral peut s'intéresser aux obscurs personnages qui balaient les planches, portent sur leur dos le ciel et la terre et nettoient les costumes des artistes. La participation des paysans aux révolutions du passé reste jusqu'à présent à peine élucidée.

39 La paysannerie devant Octobre

" La bourgeoisie française a commencé par émanciper les paysans - écrivait Marx en 1848. Avec l'aide des paysans, elle a conquis l'Europe. La bourgeoisie prussienne était si butée à ses intérêts étroits, immédiats, qu'elle a perdu même cet allié et en a fait un instrument dans les mains de la contre-révolution féodale. " Dans cette contradiction, il y a de vrai ce qui se rapporte à la bourgeoisie allemande ; mais affirmer que " la bourgeoisie française aurait commencé par émanciper les paysans ", c'est faire écho à la légende officielle française, qui exerça en son temps une influence, même sur Marx. En réalité, la bourgeoisie, au sens propre du mot, s'opposait à la révolution paysanne dans toute la mesure de ses forces. Déjà, des cahiers de doléances de 1789, les leaders provinciaux du Tiers-État rejetaient, sous apparence d'une meilleure rédaction, les revendications les plus violentes et les plus hardies. Les fameuses décisions de la nuit du 4 août, adoptées par l'Assemblée nationale sous le ciel rouge des villages qui flambaient, restèrent longtemps une formule pathétique sans contenu. Les paysans qui ne voulaient pas se résigner à être dupes, l'Assemblée constituante les appelait à " revenir à l'accomplissement de leurs devoirs et à considérer la propriété (féodale!) avec le respect convenable . La garde nationale se mit en marche plus d'une fois pour réprimer des mouvements dans les campagnes. Les ouvriers des villes prenant le parti des paysans insurgés, accueillait la répression bourgeoise à coups de pierres et de tessons de tuiles.

Pendant cinq ans, les paysans français se soulevèrent à tous les moments critiques de la révolution, s'opposant à un accommodement entre les propriétaires féodaux et les propriétaires bourgeois. Les sans-culottes de Paris, versant leur sang pour la République, délivrèrent les paysans des entraves du féodalisme. La République française de 1792 marquait un nouveau régime social, différent de celui de la République allemande de 1918 ou de la République espagnole de 1931 qui représentent le vieux régime avec la dynastie en moins. A la base de cette distinction, il n'est pas difficile de reconnaître la question agraire.

Développant la lutte des mois précédents, la paysannerie pendant le cours de l'été s'approche de plus en plus de la guerre civile et son aile gauche en passe le seuil. D'après une communication des

propriétaires de terres de l'arrondissement de Taganrog, les paysans s'emparent arbitrairement des foins, des terres, s'opposent aux labours, fixent à leur gré les prix de fermage, expulsent les maîtres et les gérants. D'après le rapport du commissaire de Nijni-Novgorod, les violences et les saisies de terres et de bois dans la province sont devenues plus fréquentes. Les commissaires de districts ont peur de se montrer aux yeux des paysans comme les protecteurs des gros propriétaires. La milice rurale est peu sûre : " Il y eut des cas où les membres de la milice participèrent avec la foule aux violences. " Dans le district de Schlüsselbourg, le comité de canton interdit aux propriétaires de couper du bois dans leurs propres domaines. L'idée des paysans était simple : aucune Assemblée constituante ne pourra reconstituer avec les chicots les arbres abattus. Le commissaire du ministère de la Cour se plaint de la saisie des herbages : on est obligé d'acheter du foin pour les chevaux du palais! Dans la province de Kursk, les paysans se sont partagé les jachères amendées de Téréchtchenko : le propriétaire est ministre des Affaires étrangères. A Schneider, propriétaire de haras dans la province d'Orel, les paysans déclarèrent que non seulement ils allaient faucher dans son domaine le trèfle, mais que lui-même serait envoyé par eux à la Caserne, comme soldat. Le régisseur du domaine de Rodzianko reçut du comité de canton l'ordre de céder les prés aux paysans : " Si vous n'obéissez pas au comté agraire, on fera avec vous autrement, on vous arrêtera. " Signature et cachet.

En des cas pareils étaient atteints directement les intérêts de l'Église. Le comte Tolstoï, un des fils de Léon Tolstoï, communique au nom de l'Union des propriétaires ruraux de la province d'Oufim que la transmission de la terre aux comtés locaux, " sans attendre la décision de l'Assemblée constituante... provoquera une explosion de mécontentement... parmi les paysans propriétaires qui sont, dans la province, au nombre de plus de deux cent mille ". Ce propriétaire de haute lignée se soucie exclusivement de son moindre frère. Le sénateur Belhardt, propriétaire dans la province de Tver, est prêt à se résigner aux coupes faites dans les bois, mais s'afflige de voir que les paysans " ne veulent pas se soumettre au gouvernement bourgeois ". Véliaminov, propriétaire dans la province de Tambov, demande que l'on sauve deux domaines qui " servent aux besoins de l'armée ". Tout à fait par hasard, il se trouve que ces domaines sont sa propriété. Pour les philosophes de l'idéalisme, les télégrammes des propriétaires en 1917 sont un véritable trésor. Le matérialiste y verra plutôt une exposition de modèles de cynisme. Il ajoutera, peut-être, que les grandes révolutions ôtent aux possédants même la possibilité d'une hypocrisie décente.

Dans le programme des socialistes-révolutionnaires, il y eut toujours beaucoup d'utopie : ils se disposaient à édifier le socialisme sur la base d'une petite économie marchande. Mais le fond du programme était démocratique-révolutionnaire : reprendre les terres aux propriétaires nobles. Se trouvant mis en demeure de remplir son programme, le parti s'empêtra dans la coalition. Contre la confiscation des terres se levaient irrésistiblement non seulement les propriétaires nobles, mais aussi les banquiers cadets : les biens-fonds terriens avaient été hypothéqués par les banques pour au moins quatre milliards de roubles. Se disposant à marchander, dans l'Assemblée constituante, avec les propriétaires nobles au sujet du prix, mais à en finir à l'amiable, les socialistes-révolutionnaires mettaient tout leur zèle à empêcher le moujik de prendre la terre. Ils perdaient ainsi de l'influence auprès des paysans, non point à cause du caractère utopique de leur socialisme, mais par leur inconsistance démocratique. La vérification de leur utopisme eût pu exiger des années. Leur trahison du démocratisme agraire devint évidente en quelques mois : sous le gouvernement des socialistes-révolutionnaires, les paysans devaient s'engager dans la voie de l'insurrection pour remplir le programme de ces mêmes socialistes-révolutionnaires.

Tant que le mouvement ne rompait pas définitivement avec la légalité, l'envoi de troupes dans les campagnes gardait un caractère symbolique. On ne pouvait guère employer effectivement pour la

répression que des Cosaques, " On a expédié dans le district Serdobsky quatre cents Cosaques... cette mesure a ramené le calme. Les paysans déclarent qu'ils attendront l'Assemblée constituante " - écrit, le 11 octobre, le journal libéral Rousskoïé Slovo (La Parole russe). Quatre cents Cosaques, c'est un argument indubitable pour l'Assemblée constituante! Mais l'on manquait de Cosaques et ceux que l'on avait tergiversaient. Entre temps, le gouvernement était forcé de prendre de plus en plus souvent " des mesures décisives ". Pendant les premiers mois, Verménitchev compte dix-sept cas d'envois de la force armée contre les paysans ; en juillet et en août, trente-neuf cas ; en septembre et en octobre, cent cinq.

Réprimer le mouvement paysan par la force armée, c'était jeter de l'huile sur le feu. Les soldats, dans la majorité des cas, passaient du côté des paysans. Un commissaire de district de la province de Podolsk rapporte ceci : " Les organisations militaires et même certains contingents résolvent les questions sociales et économiques, forcent (?) les paysans à effectuer des saisies et à couper du bois et, parfois, dans certains endroits, participent eux-mêmes aux pillages... Les troupes locales refusent de prendre part à la répression contre ces violences... " C'est ainsi que l'insurrection du village détruisit les derniers vestiges de la discipline. Il ne pouvait être question, dans les conditions de la guerre paysanne à la tête de laquelle se trouvaient les ouvriers, que l'armée se laissât envoyer contre l'insurrection dans les villes.

...

Pour empêcher le village de se renfermer dans le cercle " des intérêts purement ruraux ", le gouvernement hâtait la création de zemstvos démocratiques. Cela déjà devait forcer le moujik à se mettre sur ses gardes. On était fréquemment obligé d'imposer les élections. " Il y a eu des cas d'illégalité - rapporte le commissaire de Penza - par suite de quoi les élections ont été annulées. " Dans la province de Minsk, les paysans arrêterent le président de la commission électorale du canton, le prince Droutsky-Kioubetsky, l'accusant d'avoir faussé les listes : les moujiks avaient du mal à s'entendre avec le prince sur la solution démocratique d'un démêlé séculaire. Le commissaire de district Bougoulminsky rapporte : " Les élections aux zemstvos de canton dans le district n'ont pas été tout à fait régulières... La composition des élus est exclusivement paysanne, on note l'éloignement des intellectuels de l'endroit, surtout des propriétaires de terres. " Sous cet aspect, les zemstvos ne se distinguaient guère des comités. " A l'égard des intellectuels et particulièrement des propriétaires de terres - écrit, se lamentant, le commissaire de la province de Minsk - l'attitude de la masse paysanne est négative. " Dans un journal de Mohilev, en date du 23 septembre, on peut lire : " Le travail des intellectuels dans les campagnes comporte des risques si l'on ne promet pas catégoriquement d'aider à la remise immédiate de toute la terre aux paysans. " Là où un accord, et même une entente, entre les principales classes deviennent impossibles, le terrain glisse pour les institutions de la démocratie. L'état mort-né des zemstvos de canton faisait présager sans erreur l'effondrement de l'Assemblée constituante.

...

Un groupe d'érudits, sous la direction de Iakovlev, a établi une classification extrêmement précieuse des documents qui caractérisent l'évolution du mouvement agraire de Février à Octobre. Adoptant comme base le chiffre 100 pour exprimer le nombre des manifestations inorganisées pour chaque mois, ces érudits ont calculé que les conflits " organisés " s'étaient élevés en avril à 33, en juin à 86, en juillet à 120. Ce fut là le moment de la plus belle floraison des organisations socialistes-révolutionnaires dans les campagnes. En août, sur 100 conflits inorganisés, il n'en revient que 62 d'organisés et, en octobre, en tout et pour tout, 14. De ces chiffres, extrêmement instructifs quoique très conventionnels, Iakovlev tire cependant une déduction tout à fait inattendue : si, avant le mois d'août, le mouvement devenait

de plus en plus " organisé ", il prend en automne, de plus en plus, le caractère d'une " force élémentaire ". Un autre chercheur, Vernénitchev, en arrive à la même formule : " La réduction du pourcentage du mouvement organisé dans la période où monta le flot à la veille d'octobre témoigne de la nature élémentaire du mouvement au cours de ces mois. " Si l'on oppose l'élémentaire au conscient, comme la cécité à la vue - et c'est là la seule antithèse scientifique - il faudrait en venir à cette conclusion que l'état de conscience du mouvement paysan jusqu'en août s'élève, mais ensuite commence à tomber, pour disparaître tout à fait au moment de l'insurrection d'Octobre. C'est ce que nos érudits ne voulaient évidemment pas dire. Si l'on réfléchit quelque peu à la question, il n'est pas difficile de comprendre que, par exemple, les élections rurales pour l'Assemblée constituante, malgré leur apparence " d'organisation ", avaient un caractère infiniment plus " élémentaire " - c'est-à-dire non raisonné, grégaire, aveugle - que la marche " non organisée " des paysans contre les propriétaires nobles, dans laquelle chacun des ruraux savait clairement ce qu'il voulait.

...

Les propriétaires plus perspicaces ne peuvent, cependant, se dispenser de voir qu'ils ne garderont point leurs domaines. Ils ne s'efforcent déjà plus de les conserver : plus vite ils se débarrasseront de la terre, mieux cela vaudra. L'Assemblée constituante leur apparaît avant tout comme une grande Cour des Comptes, où l'État les dédommagera non seulement pour la terre, mais aussi pour leurs tribulations.

Les paysans propriétaires adhéraient à ce programme du côté gauche. Ils étaient assez enclins à en finir avec la noblesse parasitaire, mais craignaient d'ébranler la conception même de la propriété foncière. L'État est assez riche - déclaraient-ils dans leurs congrès - pour payer aux propriétaires quelque douze milliards de roubles. En qualité de " paysans ", ils comptaient profiter à des conditions avantageuses de la terre des propriétaires nobles qui aurait été payée aux frais du peuple.

Les propriétaires comprenaient que l'importance des indemnités était une valeur politique qui serait déterminée par le rapport des forces au moment du règlement des comptes. Jusqu'à la fin d'août, il restait l'espoir que l'Assemblée constituante, convoquée à la kornilovienne, ferait passer la ligne de la réforme agraire entre Rodzianko et Milioukov. L'effondrement de Kornilov signifiait que les classes possédantes avaient perdu la partie.

Dans le courant de septembre et d'octobre, les propriétaires attendent le dénouement, comme un malade incurable attend la mort. L'automne est l'époque de la politique des moujiks. Les récoltes sont faites, les illusions dissipées, la patience perdue. Il faut en finir ! Le mouvement déborde, s'étend à toutes les régions, efface les particularités locales, entraîne toutes les couches du village, balaie toutes les considérations de légalité et de prudence, devient offensif, exaspéré, farouche, enragé, il prend comme arme le fer et le feu, le revolver et la grenade, il démolit et brûle les manoirs, chasse les propriétaires, nettoie la terre, çà et là l'arrose de sang.

40 La question nationale

A mesure que la révolution gagnait des masses plus profondes dans la périphérie, plus il devenait manifeste que la langue officielle était là-bas celle des classes possédantes. Le régime de la démocratie pour la forme, avec la liberté de la presse et des réunions, contraignit les nationalités arriérées et opprimées à sentir encore plus douloureusement combien elles étaient privées des moyens les plus élémentaires d'un développement culturel : écoles à elles, tribunaux à elles, et leur fonctionnariat. Les renvoi à la future Assemblée constituante étaient seulement irritants : car enfin, dans l'Assemblée,

devaient dominer les mêmes partir qui avaient créé le gouvernement provisoire et continuaient à maintenir les traditions des russificateurs, marquant avec âpreté la limite au-delà de laquelle les classes dirigeantes ne voulaient pas aller.

...

Mais maintenant se posent en première ligne des questions intérieures qui, dans cette Suisse du Nord, dans ce pays des montagnes de granit et des propriétés avarès, mènent inévitablement à la guerre civile, la bourgeoisie finlandaise prépare à demi ouvertement ses cadres militaires. En même temps se constituent les cellules secrètes de la Garde rouge. La bourgeoisie, pour avoir des armes et des moniteurs, s'adresse à la Suède et à l'Allemagne. Les ouvriers trouvent un soutien chez les soldats russes. En même temps, dans les cercles bourgeois qui, la veille encore, étaient disposés à s'entendre avec Pétrograd, se renforce le mouvement pour une complète séparation d'avec la Russie. Le journal dirigeant Huvtttdstatsbladet écrivait : " Le peuple russe est en proie à un déchaînement anarchique... Ne devons-nous pas dans ces conditions.., nous détacher autant que possible de ce chaos ? ". Le gouvernement provisoire se vit forcé de faire des concessions sans attendre l'Assemblée constituante : le 23 octobre fut adoptée une ordonnance " de principe " sur l'indépendance de la Finlande, exception faite des affaires militaires et des relations extérieures. Mais " l'indépendance ", venant des mains de Kérénsky, ne valait déjà plus grand-chose : il ne restait plus que deux jours avant sa chute.

A vrai dire, en septembre, le gouvernement publia, enfin, un acte qui reconnaissait aux nationalités de la Russie - dans les cadres qui seraient assignés par l'Assemblée constituante - le droit de " disposer d'elles-mêmes ", Mais cette lettre de change tirée sans aucune garantie pour l'avenir et comportant des contradictions, extrêmement imprécise en tout, sauf dans les réserves qui s'y trouvaient, n'inspirait confiance à personne : les actes du gouvernement provisoire criaient déjà trop haut contre lui.

...

Le 2 septembre, le sénat, celui-là même qui avait refusé de recevoir en ses séances de nouveaux membres non revêtus de l'ancien uniforme, décida de rejeter la promulgation d'une instruction confirmée par le gouvernement, adressée au secrétariat général de l'Ukraine, c'est-à-dire au cabinet des ministres de Kiev. Motif : il n'existe pas de loi sur le secrétariat et, donc, l'on ne peut envoyer des instructions à une institution illégale. Les éminents juristes ne cachaient pas que l'accord même du gouvernement avec la Rada constituait une usurpation sur les droits de l'Assemblée constituante : les partisans les plus inflexibles de la pure démocratie se trouvaient maintenant du côté des sénateurs du tsar. En montrant tant de vaillance, les oppositionnels de droite ne risquaient absolument rien : ils savaient que leur opposition serait tout à fait dans le goût des dirigeants. Si la bourgeoisie russe se résignait encore à reconnaître une certaine indépendance à la Finlande, qui n'avait avec la Russie que de faibles liens économiques, elle ne pouvait en aucune manière consentir à " l'autonomie " des blés de l'Ukraine, du charbon du Donetz et du minerai de Krivol-Rog.

Le 19 octobre, Kérénsky prescrivit par télégramme aux secrétaires généraux de l'Ukraine " de venir d'urgence à Pétrograd pour explications personnelles " au sujet de leur agitation criminelle en faveur d'une Assemblée constituante ukrainienne. En même temps, le Parquet de Kiev était invité à ouvrir une instruction contre la Rada. Mais les foudres lancées contre l'Ukraine effrayaient aussi peu que les gentilles vis-à-vis de la Finlande ne réjouissaient.

Dans leur effort pour garder le plus longtemps possible le vieil ordre établi, tous les exploiters et les fauteurs de violence dans les régions colonisées en appelaient désormais aux droits souverains de **l'Assemblée constituante** : cette phraséologie leur était fournie par le gouvernement provisoire qui trouvait en eux son meilleur appui. D'autre part, les sommets privilégiés des peuples opprimés invoquaient de plus en plus souvent le nom de **l'Assemblée constituante**. Même les imans de la religion musulmane qui avaient levé sur les populations de montagne et les peuplades réveillées du Caucase septentrional l'étendard vert du Coran, dans tous les cas où la pression d'en bas les mettait en situation difficile, insistaient sur la nécessité de différer " jusqu'à **l'Assemblée constituante** ". Cela devint le mot d'ordre des conservateurs, de la réaction, des intérêts et privilèges cupides dans toutes les parties du pays. L'appel à **l'Assemblée constituante** signifiait : différer et temporiser. La temporisation signifiait : réunir des forces et étouffer la révolution.

La direction tombait cependant aux mains des autorités religieuses ou de la noblesse féodale seulement dans les premiers temps, seulement chez les peuples arriérés, presque exclusivement chez les musulmans. D'une façon générale, le mouvement national dans les campagnes avait à sa tête naturellement les maîtres d'école, les greffiers de canton, les petits fonctionnaires et officiers, partiellement les commerçants. A côté de l'intelligentsia russe ou russifiée, parmi les éléments les plus vigoureux et les plus cossus, dans les villes de la périphérie parvint à se constituer une autre couche plus jeune, étroitement liée avec le village par ses origines, n'ayant pas trouvé accès à la table du capital, et ayant pris naturellement à sa charge la représentation politique des intérêts nationaux, partiellement aussi sociaux, des masses profondes de la paysannerie.

...

En Russie Blanche - où se trouvaient des propriétaires polonais ou polonisés, une population juive dans les villes et les localités, ainsi qu'un fonctionnariat russe - la paysannerie doublement et triplement opprimée, sous l'influence du front proche, dirigea dès avant Octobre sa révolte nationale et sociale dans le courant du bolchevisme. Aux élections pour **l'Assemblée constituante**, la masse écrasante des paysans de la Russie Blanche votera pour les bolcheviks.

Tous ces processus dans lesquels la dignité nationale éveillée se combinait avec une indignation sociale, tantôt la retenant, tantôt la poussant en avant, trouvaient au plus haut degré leur expression vive dans l'armée où se créaient fiévreusement des régiments nationaux, tantôt patronnés, tantôt tolérés, tantôt persécutés par le pouvoir central, suivant leur attitude vis-à-vis de la guerre et des bolcheviks, mais qui, dans l'ensemble, se tournaient avec une hostilité de plus en plus grande contre Pétrograd.

41 Sortie du préparlement et lutte pour le congrès des soviets

Le 6 octobre, la Section des soldats adopta, avec une unanimité inconnue jusqu'à ce jour, la résolution de Trotsky : " Si le gouvernement provisoire est incapable de défendre Pétrograd, il a l'obligation de signer la paix, ou bien de céder la place à un autre gouvernement. " Les ouvriers se prononçaient d'une manière non moins intransigeante. Ils considéraient Pétrograd comme citadelle, ils y attachaient leurs espoirs révolutionnaires, ils ne voulaient pas rendre Pétrograd. Epouvantés par les dangers de la guerre, par l'évacuation, par l'indignation des soldats et des ouvriers, par la surexcitation de tous les habitants, les conciliateurs, de leur côté, donnèrent le signal d'alarme : on ne peut abandonner Pétrograd aux caprices du sort. Ayant constaté que la tentative d'évacuation rencontrait de

l'opposition de tous les côtés, le gouvernement commença à battre en retraite : il était préoccupé, soi-disant, non pas tant de sa sécurité particulière que de choisir un siège pour la future **Assemblée constituante**. Mais on ne put se maintenir même sur cette position. En moins de huit jours, le gouvernement se trouva forcé de déclarer que non seulement il avait l'intention de rester lui-même au palais d'Hiver, mais qu'il projetait comme par le passé de convoquer **l'Assemblée constituante** au palais de Tauride. A la situation militaire et politique cette déclaration ne changeait rien. Mais elle manifestait de nouveau la force politique de Petrograd, qui considérait comme sa mission d'en finir avec le gouvernement de Kérensky et ne le laissait pas sortir de son enceinte. Seuls les bolcheviks osèrent par la suite transférer la capitale à Moscou. Ils s'en acquittèrent sans aucune difficulté, parce que, pour eux, la tâche était effectivement stratégique : il ne pouvait y avoir pour eux de motifs politiques les déterminant à fuir Petrograd.

...

Ce que l'on appela la majorité " démocratique " du préparlement se composait de 308 personnes : 120 socialistes-révolutionnaires (dans ce nombre environ 20 socialistes-révolutionnaires de gauche), 60 mencheviks de différentes nuances, 66 bolcheviks; en outre des coopérateurs, les délégués du Comité exécutif des paysans, etc. Les classes possédantes avaient obtenu 156 sièges, pour moitié occupés par les cadets. Avec les coopérateurs, les Cosaques et les membres assez conservateurs du Comité exécutif des paysans, l'aile droite, sur un bon nombre de questions, se rapprochait de la majorité. La répartition des sièges dans la petite isba confortable, montée sur des pattes de poule, se trouvait ainsi en contradiction criante et absolue avec toutes les manifestations de la volonté de la ville et du village. En revanche, contrairement aux incolores représentations soviétiques et autres, le palais Marie avait rassemblé dans ses murs " la fleur de la nation ". Etant donné que les membres du préparlement ne dépendaient pas des vicissitudes d'une concurrence électorale, des influences locales et des préférences provinciales, chaque groupe social, chaque parti envoya ses leaders les plus en vue. La composition du préparlement, d'après le témoignage de Soukhanov, se trouva " exceptionnellement brillante ". Lorsque le préparlement se réunit pour sa première séance, bien des sceptiques, d'après Milioukov, se sentirent le cœur soulagé : " Ce sera bien si **l'Assemblée constituante** n'est pas plus mauvaise que ça. " " La fleur de la nation " se mirait avec satisfaction dans les glaces du palais, ne remarquant pas qu'elle n'était qu'une fleur stérile.

Ouvrant, le 7 octobre, le Conseil de la République, Kérensky ne laissa point échapper l'occasion de rappeler que si le gouvernement détenait " intégralement le pouvoir ", néanmoins il était prêt à entendre " toutes remontrances réellement valables "; quoique gouvernement absolu, il restait un pouvoir éclairé. Dans le bureau de cinq membres, présidé par Avksentiev, une place était réservée aux bolcheviks : elle devait rester inoccupée. Les régisseurs de la comédie misérable et peu gaie se sentaient le cœur brouillé. Tout l'intérêt d'une grise ouverture par une grise journée pluvieuse se concentrait d'avance sur la manifestation attendue des bolcheviks. Dans les couloirs du palais Marie se répandait, d'après Soukhanov, " un bruit sensationnel : Trotsky avait vaincu à la majorité de deux ou trois voix... et les bolcheviks allaient sortir tout de suite du préparlement ". En réalité la décision de sortir démonstrativement du palais Marie avait été prise le 5, à la séance de la fraction bolcheviste par toutes les voix contre une seule : tellement grand était le mouvement vers la gauche pour les deux semaines écoulées ! Seul, Kamenev resta fidèle à sa première position, ou plus exactement s'endurcit jusqu'à la défendre ouvertement. Dans une déclaration spéciale adressée au Comité central, Kamenev caractérisait sans ambages le cours adopté comme " très dangereux pour le parti ", Les intentions incertaines des bolcheviks provoquaient une certaine inquiétude dans le préparlement : on avait peur, à proprement parler, non d'un ébranlement du régime, mais d'un " scandale " devant les diplomates

alliés que la majorité venait tout juste de saluer par une salve d'applaudissements patriotiques. Soukhanov raconte comment l'on détacha vers les bolcheviks une personnalité officielle - Avksentiev lui-même - pour leur poser une question préalable : qu'est-ce qui allait se passer ? " Une bagatelle - répondit Trotsky - une bagatelle, un petit coup de revolver."

...

Après l'ouverture de la séance, l'on accorda à Trotsky, d'après le règlement hérité de la Douma d'Etat, dix minutes pour faire une déclaration d'urgence au nom de la fraction bolcheviste. Dans la salle s'établit un silence absolu. La déclaration commençait par démontrer que le gouvernement, pour l'instant, était aussi peu responsable qu'avant la Conférence démocratique, convoquée soi-disant pour juguler Kérénsky, et que les représentants des classes possédantes étaient entrés dans le Conseil provisoire en un nombre auquel ils n'avaient certainement pas droit. Si la bourgeoisie se préparait effectivement à l'**Assemblée constituante** dans six semaines, ses leaders n'avaient point de raisons de défendre maintenant avec un tel acharnement l'irresponsabilité du pouvoir, même devant une représentation frelatée. " Tout réside en somme en ceci que les classes bourgeoises se sont donné pour but de faire **sauter l'Assemblée constituante**. " Le coup porte. L'aile droite n'en proteste que plus véhémentement. Ne s'écartant point du texte de la déclaration, l'orateur flagelle la politique industrielle, agraire, alimentaire du gouvernement : on ne pourrait prendre un autre cours si même l'on se donnait consciemment pour but de pousser les masses dans la voie de l'insurrection. " L'idée d'une reddition de la capitale révolutionnaire aux troupes allemandes... est considérée comme le chaînon naturel d'une politique générale qui doit faciliter... le complot contre-révolutionnaire. " La protestation devient une tempête. Des cris au sujet de Berlin, de l'or allemand, du wagon plombé et, sur ce fond général, comme un tesson de bouteille dans la boue - des injures de voyous. Jamais rien de pareil ne s'était produit pendant les débats les plus passionnés dans le sordide Institut Smolny, encrassé, rempli de crachats de soldats. " Il nous suffisait de tomber dans la bonne société du palais Marie - écrit Soukhanov - pour retrouver immédiatement l'atmosphère de cabaret qui régnait dans la Douma censitaire de l'Empire. "

...

A peine, cependant, les délégués provinciaux s'étaient-ils dispersés, les leaders du Comité exécutif central eurent soudain les yeux dessillés, découvrant que le Congrès n'était pas opportun, qu'il détournerait vers les localités les militants de la campagne électorale et nuirait à l'**Assemblée constituante**. La véritable appréhension était de trouver dans le Congrès un puissant prétendant au pouvoir; mais on se taisait là-dessus diplomatiquement. Le 26 septembre, Dan se hâta déjà de présenter au Bureau du Comité exécutif central, qui ne s'occupait pas des préparatifs nécessaires, la proposition de différer le Congrès.

Quant aux principes élémentaires de la démocratie, ces démocrates brevetés n'en faisaient point cas le moins du monde. Ils venaient de rejeter la résolution prise par la Conférence démocratique, convoquée par eux-mêmes, désavouant la coalition avec cadets. Maintenant ils manifestaient leur souverain mépris pour les soviets, à commencer par celui de Petrograd, qui les avait portés au pouvoir. Oui, et pouvaient-ils en effet, sans rompre leur alliance avec la bourgeoisie, prendre en considération les espérances et les revendications des dizaines de millions d'ouvriers, de soldats et de paysans qui tenaient pour les soviets ?

Trotsky répondit à la proposition de Dan en ce sens que le Congrès serait quand même convoqué, sinon par la voie constitutionnelle, du moins par la voie révolutionnaire. Le Bureau, généralement si

servile, refusa, cette fois, de s'engager dans le chemin d'un coup d'Etat soviétique. Mais la petite défaite ne contraignit nullement les conspirateurs à déposer les armes, elle fut au contraire comme un excitant pour eux. Dan trouva un appui influent dans la Section militaire du Comité exécutif central, qui décida d'ouvrir " une enquête " parmi les organisations du front pour savoir si l'on convoquerait le Congrès, c'est-à-dire si l'on exécuterait une décision prise deux fois par le plus haut organe soviétique. Dans l'intervalle, la presse des conciliateurs ouvrit une campagne contre le Congrès. Les socialistes-révolutionnaires se montraient particulièrement exaspérés. " Que le Congrès soit ou ne soit pas convoqué - écrit le Délo Narodà (La Cause du Peuple) - cela ne peut avoir aucune importance en ce qui est de résoudre la question du pouvoir... Le gouvernement de Kérénsky ne se soumettra en aucun cas. " A quoi ne se soumettra-t-il pas ? demandait Lénine. " Au pouvoir des soviets - expliquait-il - au pouvoir des ouvriers et des paysans que le Délo Narodà, pour ne pas être en reste avec les fauteurs de pogromes et les antisémites, les monarchistes et les cadets, appelle le pouvoir de Trotsky et de Lénine. "

Le Comité exécutif paysan jugea, de son côté, la convocation du congrès " dangereuse et indésirable ". Dans les cercles dirigeants soviétiques s'instaura une confusion volontairement pernicieuse. Les délégués des partis conciliateurs qui circulaient dans le pays mobilisaient les organisations locales contre le Congrès officiellement convoqué par l'organe soviétique suprême. La gazette officieuse du Comité exécutif central imprimait, de jour en jour, des résolutions contre le Congrès, sur l'ordre de la clique des dirigeants conciliateurs, résolutions qui toutes provenaient des fantômes de Mars, portant à vrai dire des noms imposants. Les Izvestia enterraient les soviets dans un éditorial, déclarant que c'étaient les baraquements provisoires qui devaient être démolis dès que **l'Assemblée constituante** " aurait couronné l'édifice du nouveau régime " .

Devant l'embrassement de la guerre paysanne, l'aggravation du mouvement national, devant le désarroi grandissant, la débâcle du front, devant un gouvernement qui s'effondre, les soviets deviennent le seul support des forces créatrices. Toute question devient une question de pouvoir, et le problème du pouvoir mène au Congrès des soviets. Il devra donner une réponse à toutes les questions, y compris celle de **l'Assemblée constituante**.

Aucun des partis ne supprimait encore le mot d'ordre de **l'Assemblée constituante**, pas même le parti bolcheviste. Mais presque insensiblement, dans le cours des événements de la révolution, le principal mot d'ordre démocratique, qui, depuis une quinzaine d'années, donnait sa couleur à la lutte héroïque des masses, avait pâli, s'était fané, et, en quelque sorte, avait été broyé à la meule, ne laissant que du son, une forme vide, sans contenu, une tradition et non une perspective. Dans ce processus, il n'y avait rien d'énigmatique. Le développement de la révolution aboutissait à un corps à corps immédiat pour le pouvoir entre les deux classes principales de la société : la bourgeoisie et le prolétariat. Ni à l'une, ni à l'autre, **l'Assemblée constituante** ne pouvait plus rien donner. La petite bourgeoisie des villes et des campagne ne pouvait, dans ce conflit, jouer qu'un rôle auxiliaire et secondaire. Prendre en main le pouvoir, en tout cas, elle en était incapable : si les mois précédents avaient démontré quelque chose, c'était bien cela. Or, à **l'Assemblée constituante**, la petite bourgeoisie pouvait encore obtenir - et obtint effectivement par la suite - la majorité A quoi bon ? Seulement pour ignorer quel usage elle en pourrait faire. En cela se traduisait l'inconsistance de la démocratie formelle dans un profond tournant historique. La force de la tradition se montre en ceci que, même à la veille de la dernière bataille, pas un des camps n'avait encore renoncé au nom de **l'Assemblée constituante**. Mais, en fait, la bourgeoisie en appelait de **l'Assemblée constituante** à Kornilov, et les bolcheviks au Congrès des soviets.

On peut avancer avec assurance cette hypothèse que des couches assez larges du peuple, même certaines couches intermédiaires du parti bolcheviste, entretenaient, à l'égard du Congrès des soviets, des illusions en quelque sorte constitutionnelles, c'est-à-dire rattachaient au Congrès l'idée d'une

transmission automatique et indolore du pouvoir des mains de la coalition à celles des soviets. En réalité, le pouvoir devrait être arraché par force, cela ne pouvait se faire par un vote : seule, l'insurrection armée pouvait résoudre la question.

42 Le comité militaire révolutionnaire

Raillant par la suite l'optimisme étourdi de Kérénsky, les cadets tombaient évidemment dans l'amnésie : en réalité, Kérénsky considérait les événements d'après leur propre point de vue. Le 21, le journal de Milioukov écrivait que, si les bolcheviks, rongés par une profonde crise intérieure, osaient manifester, ils seraient écrasés sur place et sans peine. Un autre journal cadet ajoutait : " Il y a de l'orage dans l'air, mais peut-être purifiera-t-il l'atmosphère. " Dan témoigne que, dans les couloirs du préparlement, les cadets et les groupes qui leur étaient proches rêvaient tout haut de voir les bolcheviks manifester le plus tôt possible : " En bataille rangée, ils seront immédiatement battus à plate couture. " Des cadets de marque disaient à John Reed : écrasés dans un soulèvement, les bolcheviks ne pourront plus relever la tête à l'Assemblée constituante.

43 Lenine appelle à l'insurrection

Obligé de se prononcer dans la plupart des cas après une décision déjà prise à Petrograd, Lenine critique invariablement, d'un point de vue de gauche, la politique du Comité central. Son opposition se développe sur le fond du problème de l'insurrection, mais ne se borne pas là. Lenine estime que le Comité central accorde trop d'attention au Comité exécutif conciliateur, à la Conférence démocratique, en général au remue-ménage parlementaire dans les sommets soviétiques. Il se prononce véhémentement contre les bolcheviks proposant un bureau de coalition au Soviet de Petrograd. Il stigmatise comme " déshonorante " la décision de participer au préparlement. Il est indigné à la publication en fin septembre de la liste des candidats bolcheviks à l'Assemblée constituante : trop d'intellectuels, trop peu d'ouvriers. " Comblent l'Assemblée constituante avec des orateurs et des littérateurs, c'est marcher dans les sentiers battus de l'opportunisme et du chauvinisme. Cela est indigne de la III^e Internationale. " En outre, parmi les candidats, il y a trop de nouveaux membres du parti non éprouvés dans la lutte ! Lenine estime nécessaire de faire une réserve : " Il va de soi que... personne ne contesterait, par exemple, une candidature comme celle de L. D. Trotsky, car, en premier lieu, Trotsky, dès son arrivée, a occupé une position internationaliste ; en second lieu, il a lutté dans l'organisation inter-districts pour la fusion ; en troisième lieu, pendant les dures Journées de Juillet, il s'est montré à la hauteur de la tâche et dévoué aux partisans du parti du prolétariat révolutionnaire. Il est clair que l'on ne peut en dire autant d'une multitude de membres du parti inscrits d'hier...

...

Leur perspective était d'entrer, en qualité de forte opposition du parti, dans l'Assemblée constituante, laquelle " ne pourrait s'appuyer que sur les Soviets dans son travail révolutionnaire ", De là la formule : " L'Assemblée constituante et les Soviets, voilà le type combiné des institutions étatiques vers lequel nous marchons. " L'Assemblée constituante où l'on supposait que les bolcheviks seraient en minorité, et les Soviets où les bolcheviks étaient en majorité, c'est-à-dire l'organe de la bourgeoisie et l'organe du prolétariat, doivent être " combinés " dans le système pacifique de la dualité de pouvoirs. Cela n'avait pas réussi même sous la domination des conciliateurs. Comment donc cela aurait-il pu réussir avec des soviets bolchevisés ?

44 L'art de l'insurrection

Les boursiers, les avocats, les ballerines maudissent le nouvel enténébrement des mœurs. La foi en l'Assemblée constituante se volatilise de jour en jour. Gorki, dans son journal, prophétise l'effondrement de la civilisation. Renforcée depuis les Journées de Juillet, la désertion de Petrograd enragé et affamé pour gagner la province plus paisible et mieux nourrie se généralise maintenant. Des familles de bonne condition, qui n'ont pas réussi à quitter la capitale, s'efforcent en vain de se protéger de la réalité par des murs de pierre et des toits de tôle. Les échos de la tempête pénètrent de toutes parts : par le marché, où tout devient plus cher et où il y a insuffisance de tout; par la presse bien-pensante qui n'est plus qu'un hurlement de haine et d'épouvante; par la rue bouillonnante d'où parlent parfois des coups de feu sous les fenêtres; enfin, par l'escalier de service, par la domesticité qui ne veut plus obéir avec résignation. Ici, la révolution frappe peut-être à l'endroit le plus sensible : la résistance des esclaves de maison détruit définitivement la stabilité du foyer familial.

46 La prise du palais d'Hiver

Ce répit inattendu éveille quelque espoir chez les assiégés. Les ministres essayent encore de reconforter leurs partisans en ville et dans le pays : " Le gouvernement au grand complet, excepté Prokopovitch, est à son poste. La situation est reconnue favorable... On tire sur le palais, mais seulement du fusil, sans aucun résultat. Il est clair que l'adversaire est faible. " En réalité, l'adversaire est tout-puissant, mais il ne se décide pas encore à faire de sa force l'emploi indispensable. Le gouvernement expédie dans le pays un communiqué au sujet de l'ultimatum, au sujet de l'Aurore, disant aussi que lui, gouvernement, ne peut remettre le pouvoir qu'à l'Assemblée constituante, et aussi que la première attaque contre le palais d'Hiver a été repoussée. " Que l'armée et le peuple répondent ! " Les ministres n'indiquaient pas comment répondre.

47 L'insurrection d'octobre

La sonnette présidentielle passe aux mains de Kamenev, un de ces êtres flegmatiques qui sont désignés par la nature elle-même pour présider. A l'ordre du jour - annonce-t-il - il y a trois questions : l'organisation du pouvoir ; la guerre et la paix ; la convocation de l'Assemblée constituante. Un grondement insolite, sourd et alarmant, ponctue du dehors le bruit de l'assemblée : c'est la forteresse Pierre-et-Paul qui a souligné l'ordre du jour par un tir d'artillerie. Un courant de haute tension a passé à travers le congrès qui, du coup, s'est senti être ce qu'il était en réalité : la Convention de la guerre civile.

...

Au nom de la fraction des mencheviks de droite, une déclaration est apportée par Khintchouk, ancien président du soviet de Moscou et futur ambassadeur des Soviets à Berlin. " Le complot militaire des bolcheviks., jette le pays dans une guerre intestine, mine l'Assemblée constituante, menace d'une catastrophe au front et mène au triomphe de la contre-révolution. " La seule issue est dans " des pourparlers avec le gouvernement provisoire au sujet de la formation d'un pouvoir s'appuyant sur toutes les couches de la démocratie ". N'ayant rien appris, ces gens-là proposent au congrès d'en finir avec l'insurrection et de revenir à Kerensky. A travers le brouhaha, les beuglements, même les coups de sifflet, on distingue à peine les paroles du représentant des socialistes-révolutionnaires de droite. La déclaration de son parti proclame " l'impossibilité d'un travail en commun " avec les bolcheviks, et affirme que le congrès des soviets lui-même, convoqué et ouvert par le Comité exécutif central conciliateur, n'est pas régulièrement constitué.

...

Lounatcharsky trouve enfin la possibilité de lire à haute voix un appel aux ouvriers, aux soldats, aux paysans. Mais ce n'est pas simplement un appel : par le seul exposé de ce qui s'est passé et de ce que l'on prévoit, le document, rédigé à la hâte, présuppose le début d'un nouveau régime étatique. " Les pleins pouvoirs du Comité exécutif central conciliateur ont expiré. Le gouvernement provisoire est déposé. Le congrès prend le pouvoir en main. " Le gouvernement soviétique proposera une paix immédiate, remettra aux paysans la terre, donnera un statut démocratique à l'armée, établira un contrôle sur la production, convoquera en temps opportun l'assemblée constituante, assurera le droit des nations de la Russie à disposer d'elles-mêmes. " Le congrès décide que tout le pouvoir, dans toutes les localités, est remis aux soviets. " Chaque phrase lue soulève une salve d'applaudissements. " Soldats tenez-vous sur vos gardes ! Cheminots, arrêtez tous les convois dirigés par Kerensky sur Petrograd ?... Entre vos mains se trouvent et le sort de la révolution et le sort de la paix démocratique ? "

Entendant parler de la terre, les paysans s'ébranlèrent. Le congrès ne représente, d'après le règlement, que les soviets d'ouvriers et de soldats ; mais il a aussi comme participants des délégués de différents soviets paysans : maintenant, ceux-ci exigent qu'on les mentionne aussi dans le document. On leur accorde immédiatement le droit de suffrage délibératif. Le représentant du soviet paysan de Petrograd signe l'appel " des pieds et des mains ". Un membre du comité exécutif d'Avksentiev, Berezine, qui s'est tu jusqu'alors, communique que, sur soixante-huit soviets paysans qui ont répondu à l'enquête télégraphique, la moitié s'est prononcée pour le pouvoir des soviets, l'autre moitié pour la transmission du pouvoir à l'Assemblée constituante. Si tel est l'état d'esprit des soviets de province, à demi composés de fonctionnaires, peut-on mettre en doute que le futur congrès paysan soutienne le pouvoir soviétique ?

...

La teneur du décret se trouve en deux lignes de l'article premier : " La propriété terrienne des nobles est abolie immédiatement sans aucun droit de rachat. " Les terres des nobles, les domaines de la Couronne, les propriétés des monastères et des églises, avec leur cheptel et leur outillage, sont mis à la disposition des comités agraires de canton et des soviets des députés paysans de district, en attendant l'Assemblée constituante. Les biens confisqués, en tant que propriété publique, sont confiés à la garde des soviets locaux. Les terres des paysans d'humble condition et des cosaques du rang échappent à la confiscation. Le décret ne compte pas plus d'une trentaine de lignes : c'est un coup de hache sur le nœud gordien.

Au texte essentiel s'ajoute une instruction plus étendue, entièrement empruntée aux paysans eux-mêmes. Dans les Izvestia des Soviets paysans, l'on avait imprimé, le 19 août, le résumé de deux cent quarante-deux cahiers donnés par les électeurs à leurs représentants au premier congrès des députés paysans. Bien que ce résumé des cahiers eût été élaboré par les socialistes-révolutionnaires, Lenine n'hésita pas à incorporer ce document, totalement et intégralement, au décret " à titre de direction générale pour la réalisation des grandes réformes agraires ". La charte dit en substance : " Le droit de propriété privée sur la terre est abrogé pour toujours. " " Le droit d'utiliser la terre est octroyé à tous les citoyens... qui désirent la travailler de leurs propres mains. " " Le travail salarié n'est pas toléré. " " L'exploitation de la terre doit être égalitaire, c'est-à-dire que le sol est distribué entre les travailleurs, en tenant compte des conditions locales, d'après une norme de labour ou de consommation ".

" Un conflit déclaré entre les forces de la révolution à la tête de laquelle se dresse le prolétariat des villes, et la bourgeoisie libérale antirévolutionnaire qui a provisoirement pris le pouvoir, est

absolument inévitable. On peut, bien entendu - et de ceci s'occuperont avec zèle les bourgeois libéraux comme les piteux socialistes du type vulgaire – assembler bien des phrases attendrissantes sur la grande supériorité de l'unité nationale vis-à-vis de la scission des classes. Mais jamais encore personne n'a réussi par de tels exorcismes à éliminer les antagonismes sociaux et à arrêter le développement de la lutte révolutionnaire. "

Appendice

" Dés à présent, immédiatement, le prolétariat révolutionnaire devra opposer ses organes révolutionnaires, les soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, aux organes exécutifs du gouvernement provisoire. Dans cette lutte, le prolétariat, unifiant autour de lui les masses populaires qui se lèvent, doit s'assigner comme fin directe la conquête du pouvoir. Seul, un gouvernement ouvrier révolutionnaire possédera la volonté et la capacité, dès le temps de la préparation de **l'assemblée constituante**, de procéder à une épuration démocratique radicale dans le pays, de réorganiser du haut en bas l'armée, de la transformer en une milice révolutionnaire et de démontrer en fait aux couches inférieures de la campagne que leur salut est uniquement dans le soutien du régime ouvrier-révolutionnaire. "

...

" Les Rodzianko, les Goutchkov, les Milioukov appliqueront tous leurs efforts à créer une **assemblée constituante** modelée à leur image. Le plus fort atout qu'ils auront en main sera le mot d'ordre d'une guerre nationale contre l'ennemi extérieur. Maintenant, ils vont parler, bien entendu, de la nécessité de défense " les conquêtes de la révolution " contre un écrasement venant du Hohenzollern. Et les social-patriotes feront chorus avec eux. "

" S'il y avait quelque chose à défendre ! - leur répondrons-nous. En premier lieu, il faut garantir la révolution contre l'ennemi intérieur. Il faut, sans attendre **l'assemblée constituante**, balayer les vestiges de la monarchie et du servage. Il faut enseigner au paysan russe à ne pas se laisser prendre aux promesses de Rodzianko et aux mensonges patriotiques de Milioukov. Il faut grouper étroitement les millions de paysans contre les impérialistes libéraux sous le drapeau de la révolution agraire et de la république. Pour remplir cette tâche intégralement, il ne peut y avoir, s'appuyant sur le prolétariat, qu'un gouvernement révolutionnaire qui écartera du pouvoir les Goutchkov et les Milioukov. Ce gouvernement ouvrier mettra en œuvre toutes les ressources du pouvoir d'Etat pour dresser sur pied, éclairer, grouper les couches les plus arriérées, les plus ignorantes, des masses laborieuses de la ville et de la campagne. "